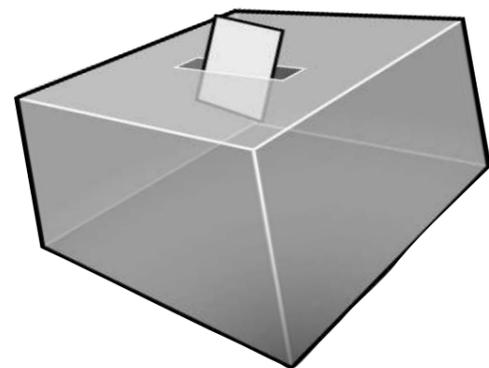


LE POPULISME, STADE SUPRÊME DE LA DÉMOCRATIE ?



Alain de Benoist, avec la clarté didactique et la fluidité stylistique qu'on lui connaît, nous gratifie d'un essai substantiel sur ce qu'il appelle le « *moment populiste* », laissant peut-être sous-entendre que le populisme annonce davantage une nouvelle ère politique que l'avènement véritable d'un peuple tout-puissant qui se substituerait aux élites dirigeantes, politiques, financières et médiatiques. Surtout, et c'est la thèse centrale du livre annoncée par un sous-titre exclamatif, ce moment sonnerait l'hallali à terre du vieux clivage droite-gauche.

Partout, constate Alain de Benoist, « *les coups de boutoir de la protestation populiste* » ont littéralement renversé les paradigmes habituels de la bipartition de la vie politique occidentale (de l'Europe aux États-Unis), en convoquant dans le ronronnant jeu de quilles électoral un tiers, jusque-là exclu, le peuple, celui-ci reportant ses suffrages sur des tribuns ou des partis réputés « *extrêmes* » par le Système. Le consensus mou et anesthésiant vole en éclats, réintroduisant du même coup la notion intrinsèquement démocratique du « *conflit maîtrisé* ». À cette aune, le fracassant retour du peuple au sein d'un affrontement démocratique pacifié – et légitimé en tant que tel – fait ressurgir ce que l'apathie de nos sociétés consuméristes avait oublié, à savoir la dimension tragique de l'existence ; en l'occurrence, celle du politique qu'un certain universalisme unanimiste a cru évacuer à peu de frais en tournant le dos à la discrimination de Carl Schmitt distinguant l'ami et l'ennemi.

Au travers d'une douzaine de chapitres (bâti à l'ombre tutélaire de penseurs radicaux essentiels tels que Jean-Claude Michéa, Ernestau Laclau, Costanzo Preve, Paul Piccone, Christopher Lasch, Thibaut Isabel, etc.) Alain de Benoist fait ressortir, selon nous, deux traits saillants caractérisant cet instant populiste : d'une part, la fatigue générale qui a gagné, jusqu'à l'exaspération, les couches populaires ; d'autre part, la chute fatale des grandes idéologies structurantes – « *les grands récits* » – qui ordonnaient les rapports sociaux et charpentaient les mentalités.

Classe politique endogamique

Ne trouvant plus d'écho au sein d'une classe politique endogamique et interchangeable, le pays réel s'en est progressivement détourné, à proportion du mépris croissant dans lequel celle-là finissait par tenir celui-ci, notamment en le diluant contre son gré dans un immigrationnisme d'indifférenciation et en immolant les patries héréditaires et charnelles sur les bûchers du mondialisme trans-

frontériste. Quant aux idéologies qui conféraient un sens à la vie (qui ne se résume pas, en effet, à un indice de croissance ou à un crédit renouvelable), comme le socialisme ou le christianisme, elles se sont noyées dans « *les eaux glacées du calcul égoïste* », pour reprendre la saisissante formule de Marx.

Crise profonde d'identité

Il résulte de ces effondrements (là où le turbo-capitalisme, suivant la pente de son utilitarisme foncier, n'y voit que symptômes « *disruptifs* », toute innovation, qu'elle soit technologique, économique ou sociétale, étant nécessairement créatrice) une crise profonde d'identité affectant l'être même des peuples et qui les pousse à « *l'accablement* », au « *désenchantement* » et à la « *désillusion* ». Alain de Benoist s'attache à saisir l'essence du populisme ressenti par les intéressés comme une indicible fracture : « *Le déchaînement des logiques de l'illimité dans un monde privé de repères suscite [...] un malaise identitaire et existentiel profond. Quand on*

parle de populisme, il faut tenir compte de ce malaise encore aggravé par l'interiorisation de l'idée qu'il n'y a pas d'alternative à la disparition de tout horizon de sens au sein du monde de la reproduction économique. » Et de citer Peter Sloterdijk, philosophe allemand connu pour sa critique originale de la modernité organisée, entre autres, autour de la figure du « *cynique* », selon lequel « *le monde ne doit plus être ni interprété, ni changé : il doit être supporté* ».

La démocratie et son avenir

Toutefois, à la lecture d'un essai aussi dense qui embrasse des problématiques aussi diverses et complexes que la crise de la représentation, la critique de la valeur ou la morale libérale, on doit regretter que l'auteur ne s'interroge guère, *in fine*, sur les possibilités advenues de la fin de la démocratie, autrement que sur le mode suggéré – et, d'une certaine façon, assez convenue – par Matthieu Baumier de la « *post-démocratie* ». Alain de Benoist semble inconsciemment prisonnier d'un impensé

■ Dans un précédent numéro de *L'Action Française* 2000 (n° 2949 du 16 février 2017), Alain de Benoist, à qui l'on demandait ce qu'il pensait de la perspective d'une restauration monarchique en France, eut cette réponse dont l'ingénuité quasi juvénile ne pouvait manquer de frapper le lecteur attentif de notre journal et qui, en même temps, était assez surprenante chez un esprit aussi brillant : « *Si je trouve le principe monarchique sympathique, je l'estime peu adapté à notre temps. La monarchie de droit divin est impensable de nos jours, si bien que toutes les monarchies qui existent en Europe sont des monarchies constitutionnelles (que Maurras exérait), c'est-à-dire des démocraties couronnées qui, sociologiquement et intellectuellement, c'est-à-dire du point de vue de l'idéologie dominante, ne se distinguent en rien des républiques.* » Une telle assertion sacrifie

au présupposé « progressiste » d'un improbable « sens de l'histoire ». La monarchie (comme n'importe quel régime, du reste) se situe hors du temps et de tout temps. Sans être la panacée que notre penseur conjecturerait qu'elle soit dans nos esprits, elle est ce régime qui semble le plus naturel à la France, sans que l'on doive mécaniquement en déduire qu'il serait transposable partout. De plus, que la plupart des monarchies européennes empruntent leurs traits à la démocratie libérale est proprement insuffisant pour disqualifier le régime monarchique en lui-même. Le travestissement des monarchies européennes en « *républiques* » démontre même, *a contrario* et *a fortiori*, que celles-là sont l'antithèse achevée de « l'idéal-type » monarchique (ou de l'idée que l'on peut s'en faire à l'Action française) et qu'il n'existe guère d'antiphrase plus affermie que ce syntagme de « monar-

chie constitutionnelle ». Notre royalisme n'est ni nostalgique, ni passéiste, ni muséal mais impérieusement politique. Écoutons Pierre Boutang (*Maurras, la destinée et l'œuvre*, 1984) : « [Maurras] a pu ériger la preuve puissante, jamais réfutée, que la république en France, règne du nombre, des partis, et, à travers eux, de l'or et de l'étranger, ne remplissait pas les conditions minimales d'un État ; qu'elle ne pouvait donc masquer sa nullité politique que par une tyrannie administrative et bureaucratique vouée à défaire la nation. Il en résultait que l'avantage majeur de la monarchie serait de n'être pas la République, de combler son vide par la présence d'une personne douée, en général et au moins, des attributs de l'humanité, la raison de « l'animal rationnel mortel » et la responsabilité. » Tout est dit (ou presque) et fortement bien dit. □ A.L.



C'est « au nom du peuple » que Marine Le Pen prétend briguer la présidence de la République

« extra » ou « alter » démocratique, sans doute autrement plus vivifiant que le postulat d'une démocratie posée « une fois pour toute » comme « pire des régimes à l'exception de tous les autres » (selon l'éculé mantra churchillien) tout en reconnaissant, mais sans la valider conceptuellement, l'existence de la thèse de « l'hiver de la démocratie » exposée par Guy Hermet. Affirmant, à juste titre que « le vrai clivage, c'est la défense du peuple – la cause du peuple », il observe « la fin d'un cycle historique, qui se confond en partie avec le cycle de la modernité ». Certes, notre philosophe évoque bien un « climat de crise organique généralisée », mais en s'en tenant aussitôt à cette question : « Les mouvements populistes peuvent-ils représenter une alternative à long terme ? »

Des atours changeants

Mais peut-on se borner à parler d'« alternative » là où le peuple se présente sous des atours changeants et nullement homogènes ? L'angle mort de l'analyse populiste réside dans le voile d'ignorance, sinon la minoration implicite de cette frange du peuple – celle des « bobos » mondialisés – qui, démocratiquement majoritaire, jette son dévolu sur ces élites supposément récuses par les marges périphériques, dont un Christophe Guilluy a brossé la géographie sociologique. Le populisme ne serait-il pas une excroissance métastatique de la démocratie, son stade avancé de décomposition ? En somme, le populisme, stade ultime de la démocratie, pour paraphraser Lénine ? Alain de Benoist affirme, au contraire, que le populisme « admet les règles de la démocratie ».

Les éruptions, les révolutions voire les éructations du peuple, fussent-elles légitimes et justifiées, peuvent-elles sérieusement annoncer un renouveau de la

démocratie, comme si celle-ci devait obligatoirement en passer par ce trouble de la maturité – attendu, précisément, qu'elle serait entendue aujourd'hui comme un horizon politique manifestement indépassable ? Le populisme, qu'il soit de droite ou de gauche, ne se réclame que d'une utopie, dans la mesure où il se refuse à une condamnation radicale de la démocratie en situation, oublieux de cet augure de Rousseau (*Du contrat social*) : « À prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne et que le petit soit gouverné. S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes. » À l'idéalisme d'un peuple magnifié correspond l'idéalisme d'un régime considéré comme non susceptible d'être frappé d'obsolescence. L'aspiration populiste à une meilleure prise en compte de l'être même du peuple se heurte à l'aspiration tout aussi intenable d'une représentation fidèle de cette ontologie du peuple. Empruntant le sillage de Rousseau Carl Schmitt écrivait que « seul le peuple présent, physiquement rassemblé, est le peuple et constitue la vie publique » (*Théorie de la constitution*, 1928).

Le populisme, un symptôme

À cette aune, on doit concevoir le populisme comme une simple méthode d'appréhension de la crise affectant la démocratie représentative. Le populisme comme symptôme et non comme dépassement de cette dernière ou comme son accomplissement régénérateur. Ainsi que l'écrit Guy Hermet, sa tromperie première réside dans ce « qu'il récuse par ignorance ou malhonnêteté la nature même de l'art de la politique » qui sup-

pose le recul du temps ; il est une véritable escroquerie en cela qu'il promet une « réponse prétendue instantanée à des problèmes ou à des aspirations que nulle action gouvernementale n'a en réalité la faculté de résoudre ou de combler de cette manière soudaine » (*Les Populismes dans le monde – Une histoire sociologique*, 2001). Alain de Benoist réfute cette assertion en prétendant que « le populisme n'aspire pas nécessairement à ce que "tout se fasse tout de suite", mais il aspire à des décisions que la classe dominante ne semble plus capable de prendre ». Il n'est pas fermement établi que le « peuple » fasse grief de l'absence ou de l'indigence des décisions, mais bien, plutôt, de pléthores de mauvaises décisions contredisant à angle droit la « décence commune », ce qui n'est pas la même chose.

La souveraineté et le réel

Bref, le populisme est impolitique par son orgueilleuse propension à se percevoir comme l'éther de la souveraineté pure, lors même que toute politique conséquente s'ancre sur le réel, c'est-à-dire sa capacité à décider en fonction des données dudit réel et au regard des intérêts du bien commun et non des desideratas du peuple. La démocratie, quant à elle, a démontré, jusqu'à sa nocivité la plus absolue, qu'elle aboutissait à évacuer le politique. La souveraineté est alors tenue pour accessoire – il n'y a, dès lors, pas de mal à l'aliéner aux mains censément plus « compétentes » d'autres instances – quand la « gouvernance » lui est abondamment préférée car faisant appel à la rationalité des experts et autres sachants appointés du Système. Sur ce point, nous rejoignons Alain de Benoist : « On a fait croire ainsi que la politique pourrait être "pacifiée", que les antagonismes seraient appelés à dépérir sous

l'effet apaisant d'une culture "technique" commune. [...] L'expertocratie a répandu l'idée que quantité de phénomènes négatifs relèvent désormais de l'inéluctable. [...] Il en a résulté une négation de l'essence même du politique et sa réduction au rang d'une simple technique de gestion administrative. »

Le peuple fantasmé

Il est donc à craindre qu'à trop vouloir sublimer le populisme adossé à une vision onirique et fantasmée du peuple, ce, au prétexte fondé d'un dévoiement oligarchique de la démocratie représentative (encore qu'il ne faille pas méconnaître l'incroyable capacité de résilience du Système qui, tel un caméléon, métabolise les couleurs vives du populisme plébéen, en inventant un populisme des élites, de nature patricienne, dont un Emmanuel Macron semble être le plus cynique prototype), l'on suscite : d'une part, l'apparition d'une néo-élite qui, à l'instar de sa devancière, sera préoccupée de sa propre conservation – renforcée par le sentiment revancharde de sa soi-disant extraction « populiste » (à cet égard, l'on attend de voir ce que peut donner "l'expérience" Donald Trump) – ; d'autre part, l'impuissance de ce peuple jupitérien à contrer les puissances d'argent, au risque corrélatif de creuser davantage les inégalités. Car il est un autre impensé du populisme politique – excepté chez Lasch, Michéa ou Laclau : sa capacité à s'affranchir des forces gravitationnelles du turbo-capitalisme d'accumulation. La préoccupation d'un peuple supposément soucieux de sauvegarder sa substance culturelle et historique restera toujours frappée, dans l'ère post-industrielle hypermoderne, de ce sourd désir de ressembler aux élites, ce qui n'est pas la moindre ambiguïté du populisme. Georges Sorel avait parfaitement entrevu ce risque inhérent à la démocratie de masse jamais à court d'arguments pour rallier à ses mirages une majorité de crédules ; « grâce à ces procédés », écrivait-il, « l'ouvrier peut devenir un petit bourgeois, et nous arrivons ainsi à retrouver les mêmes conclusions que précédemment : agrégation du prolétariat à la bourgeoisie » (*La Décomposition du marxisme*, 1908). □

Aristide Leucate

✓ Alain de Benoist, *Droite-gauche, c'est fini ! Le Moment populiste*, éd. Pierre-Guillaume de Roux, janvier 2017, 352 p.s, 23,90 euros.

Vous cherchez L'AF 2000 ?

Rendez-vous à cette adresse pour trouver un kiosque où l'acheter : www.trouverlapresse.com